

Désignation de l'entreprise : URBAINE DE TRAVAUX							Néant ☐ *	
		Exercice N						
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA		FB		FC		
	Production vendue { biens * services *	FD	1 909	FE		FF	1 909	
		FG	136 365 415	FH	21 744 694	FI	158 110 109	
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	136 367 324	FK	21 744 694	FL	158 112 018	
	Production stockée*						FM	928 090
	Production immobilisée*						FN	
	Subventions d'exploitation						FO	6 000
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)						FP	11 878 176
	Autres produits (1) (11)						FQ	309 350
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	171 233 635
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*						FS	
	Variation de stock (marchandises)*						FT	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*						FU	16 576 146
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*						FV	331
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*						FW	107 785 270
	Impôts, taxes et versements assimilés*						FX	1 695 394
	Salaires et traitements*						FY	22 711 039
	Charges sociales (10)						FZ	8 844 005
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations { - dotations aux amortissements* - dotations aux provisions*					GA	464 122
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*					GB	
		Pour risques et charges : dotations aux provisions					GC	128 032
	Autres charges (12)						GD	2 565 267
	Total des charges d'exploitation (4) (II)						GE	316 670
	1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GF	161 086 276
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)						GG	10 147 359
	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)						GH	2 624 218
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)						GI	2 495 089
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)						GJ	0
	Autres intérêts et produits assimilés (5)						GK	
	Reprises sur provisions et transferts de charges						GL	1 334 325
	Différences positives de change						GM	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						GN	
	Total des produits financiers (V)						GO	
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*						GP	1 334 325
	Intérêts et charges assimilées (6)						GQ	
	Différences négatives de change						GR	24 245
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						GS	
	Total des charges financières (VI)						GT	
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GU	24 245	
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GV	1 310 080	
						GW	11 586 568	

Désignation de l'entreprise **URBAINE DE TRAVAUX**

Néant ☐ *

				Exercice N		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			HA	104 349	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *			HB	20 000	
	Reprises sur provisions et transferts de charges			HC	110 390	
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)			HD	234 739	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)			HE	674 572	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *			HF	10 406	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)			HG	218 576	
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)			HH	903 555	
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)				HI	-668 816	
Participation des salariés aux résultats de l’entreprise (IX)				HJ	812 801	
Impôts sur les bénéfices * (X)				HK	1 429 582	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)				HL	175 426 916	
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)				HM	166 751 547	
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)				HN	8 675 369	
RENVIS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme			HO	
	(2) Dont	{ produits de locations immobilières produits d’exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)			HY	
	(3) Dont	{ – Crédit–bail mobilier * – Crédit–bail immobilier			IG	
					HP	
	(4)	Dont charges d’exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)			HQ	
					1H	
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées			1J	1 294 408
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées			1K	0
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d’intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)			1L	
					HX	
	(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)			RC	
		Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)			RD	
	(9)	Dont transferts de charges			A1	7 183 824
	(10)	Dont cotisations personnelles de l’exploitant (13)			A2	
		(Dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG–CRDS) A5				
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)			A3	
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)			A4	1 095
	(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles :	facultatives A6	obligatoires A9		
			Dont cotisations facultatives Madelin A7	Dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d’épargne retraite A8		
	(7)	joindre en annexe) : Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le			Exercice N	
				Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels	
Ligne HA - Pdts exceptionnels fournisseurs / clients					104 349	
Ligne HB - Pdts de cession d'immobilisation corporelle					20 000	
Ligne HC - Reprise sur amortissements dérogatoires					53 390	
Ligne HC - Reprise Pertes à terminaison					57 000	
Ligne HE - Pénalités et amendes non déductibles				75 372		
(8)	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :			Exercice N		
				Charges antérieures	Produits antérieurs	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

1

BILAN - ACTIF

DGFIP N° 2050 2023

Copie
Certifiée conformeFormulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : URBAINE DE TRAVAUX		Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois*			
Adresse de l'entreprise 0002 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 91170 VIRY CHATILLON		Durée de l'exercice précédent*			
Numéro SIRET* 3 2 1 0 5 7 9 7 8 0 0 0 1 7		Néant ☐ *			
		Exercice N clos le, 30/09/2023			
		Brut 1	Amortissements, provisions 2		
			Net 3		
Capital souscrit non appelé (I) AA					
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement * AB	AC		
		Frais de développement * CX	CQ		
		Concessions, brevets et droits similaires AF	AG	321 577	93 961
		Fonds commercial (1) AH	AI	7 500	0
		Autres immobilisations incorporelles AJ	AK		
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles AL	AM		
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains AN	AO		335 388
		Constructions AP	AQ	3 220 963	789 462
		Installations techniques, matériel et outillage industriels AR	AS	1 568 271	493 200
		Autres immobilisations corporelles AT	AU	615 029	263 513
		Immobilisations en cours AV	AW		98 247
		Avances et acomptes AX	AY		
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence CS	CT		
		Autres participations CU	CV		3 065 008
		Créances rattachées à des participations BB	BC		11 236
		Autres titres immobilisés BD	BE		
		Prêts BF	BG		500
		Autres immobilisations financières* BH	BI		30 682
TOTAL (II) BJ		BK	5 733 339	5 181 197	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements BL	BM		
		En cours de production de biens BN	BO	1 967 858	
		En cours de production de services BP	BQ		
		Produits intermédiaires et finis BR	BS		
		Marchandises BT	BU		
	CRÉANCES	Avances et acomptes versés sur commandes BV	BW	349 465	
		Clients et comptes rattachés (3)* BX	BY	412 771	55 254 084
		Autres créances (3) BZ	CA		46 884 344
	DIVERS	Capital souscrit et appelé, non versé CB	CC		
		Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :) CD	CE		
Disponibilités CF		CG		9 704 396	
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3)* CH	CI		63 764	
	TOTAL (III) CJ	CK	412 771	114 223 911	
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) CW				
	Primes de remboursement des obligations (V) CM				
	Ecart de conversion actif* (VI) CN				
	TOTAL GÉNÉRAL (I à VI) CO	1A	6 146 110	119 405 108	
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : CP	(3) Part à plus d'un an CR	483 003	
Clause de réserve de propriété : *		Immobilsations :	Stocks :	Créances :	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise URBAINE DE TRAVAUX			Néant ☐ *	
			Exercice N	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 6 386 000)		DA	6 386 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		DB	
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)		DC	
	Réserve légale (3)		DD	617 479
	Réserves statutaires ou contractuelles		DE	
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)		DF	
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)		DG	932 022
	Report à nouveau		DH	
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		DI	8 675 369
	Subventions d'investissement		DJ	
	Provisions réglementées *		DK	94 041
	TOTAL (I)		DL	16 704 911
	Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs		DM
Avances conditionnées		DN		
TOTAL (II)		DO		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques		DP	7 761 110
	Provisions pour charges		DQ	4 203 135
	TOTAL (III)		DR	11 964 245
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles		DS	
	Autres emprunts obligataires		DT	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)		DU	0
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)		DV	388 589
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		DW	3 412 270
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		DX	38 590 767
	Dettes fiscales et sociales		DY	21 980 526
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		DZ	
	Autres dettes		EA	11 670 197
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)		EB	14 693 603
TOTAL (IV)		EC	90 735 952	
Ecart de conversion passif* (V)		ED		
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)		EE	119 405 108	
RENVois	(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital	1B	
	(2)	Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Ecart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976)	1C	
			1D	
			1E	
	(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF	
	(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	87 323 682
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

SAS URBAINE DE TRAVAUX

*2 avenue du Général De Gaulle
91178 VIRY CHATILLON CEDEX*

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 30 septembre 2023

SAS URBAINE DE TRAVAUX

2 avenue du Général de Gaulle
91178 VIRY CHATILLON CEDEX

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 30 septembre 2023**

Aux associés de l'URBAINE DE TRAVAUX,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société URBAINE DE TRAVAUX relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} octobre 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Contrats à long terme

Votre société constate les résultats sur les contrats à long terme selon les modalités décrites dans la note « Contrats long terme » en page 12 de l'annexe par l'application de la méthode de l'avancement. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations de l'avancement des travaux, à revoir les calculs effectués par la société, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction générale et à apprécier le caractère raisonnable de ces estimations.

Provisions Risques et charges

Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques de sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles, tels que décrits dans la note « Provisions pour risques et charges » en page 12 de l'annexe.

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir par sondages les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction et à apprécier le caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du Code de commerce, pris en application de l'article L. 441-6-1 dudit code, sont incomplètes dans le rapport de gestion, compte tenu des difficultés liées au système informatique ne permettant pas d'avoir une information pertinente concernant le nombre de factures.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris et Le Haillan, le 12 mars 2024

Les commissaires aux comptes

GBA Audit & Finance

représenté par :



Xavier LECARON

Dupouy

représenté par :



Christophe COUFFITTE

URBAINE DE TRAVAUX

2 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 91170 VIRY CHATILLON

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Comptes au 30/09/2023



URBAINE
DE TRAVAUX
FAYAT

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	415 538	321 577	93 961	72 010
Fonds commercial	7 500	7 500	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	423 038	329 077	93 961	72 010
Terrains	335 388	0	335 388	335 387
Constructions	4 010 424	3 220 963	789 462	871 179
Installations techniques, matériel	2 061 471	1 568 271	493 200	363 462
Autres immobilisations corporelles	878 541	615 029	263 513	272 363
Immobilisations en cours	98 247	0	98 247	64 792
Avances et acomptes	0	0	0	0
TOTAL immobilisations corporelles	7 384 072	5 404 262	1 979 810	1 907 183
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	3 065 008	0	3 065 008	3 065 008
Créances rattachées à des participations	11 236	0	11 236	42 295
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	500	0	500	4 710
Autres immobilisations financières	30 682	0	30 682	177 582
TOTAL immobilisations financières	3 107 425	0	3 107 425	3 289 595
Total Actif Immobilisé (II)	10 914 536	5 733 339	5 181 197	5 268 788
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production de biens	1 967 858	0	1 967 858	1 039 768
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
TOTAL Stock	1 967 858	0	1 967 858	1 039 768
Avances et acomptes versés sur commandes	349 465	0	349 465	878 794
Clients et comptes rattachés	55 666 855	412 771	55 254 084	50 919 680
Autres créances	46 884 344	0	46 884 344	42 729 373
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	102 551 199	412 771	102 138 428	93 649 053
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
dont actions propres:				
Disponibilités	9 704 396	0	9 704 396	9 031 897
TOTAL Disponibilités	9 704 396	0	9 704 396	9 031 897
Charges constatées d'avance	63 764	0	63 764	351 667
Total Actif Circulant (III)	114 636 682	412 771	114 223 911	104 951 179
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0		0	0
Ecart de conversion actif (VI)	0		0	0
Total Général (I à VI)	125 551 218	6 146 110	119 405 108	110 219 967

Bilan passif

BILAN-PASSIF		Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel	dont versé : 6 386 000	6 386 000	6 386 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		0	0
Ecart de réévaluation	dont écart d'équivalence 0	0	0
Réserve légale		617 479	258 263
Réserves statutaires ou contractuelles		0	0
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0	0	0
Autres réserves	dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0	932 022	1 000 000
TOTAL Réserves		1 549 501	1 258 263
Report à nouveau		0	106 909
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		8 675 369	7 184 328
Subventions d'investissement		0	0
Provisions réglementées		94 041	83 854
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)		16 704 911	15 019 354
Produit des émissions de titres participatifs		0	0
Avances conditionnées		0	0
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		0	0
Provisions pour risques		7 761 110	7 871 207
Provisions pour charges		4 203 135	5 739 278
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)		11 964 245	13 610 485
Emprunts obligataires convertibles		0	0
Autres emprunts obligataires		0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		0	0
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs : 0	388 589	780 228
TOTAL Dettes financières		388 589	780 228
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		3 412 270	3 193 431
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		38 590 767	35 650 650
Dettes fiscales et sociales		21 980 526	20 312 972
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0	0
Autres dettes		11 670 197	14 922 539
TOTAL Dettes d'exploitation		75 653 760	74 079 592
Produits constatés d'avance		14 693 603	6 730 310
TOTAL DETTES (IV)		90 735 952	81 590 130
Ecart de conversion Passif (V)		0	0
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)		119 405 108	110 219 969

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	France	Exercice N Exportation:	Total	Exercice N-1
Ventes de marchandises	0	0	0	0
Production vendue biens	1 909	0	1 909	0
Production vendue services	136 365 415	21 744 694	158 110 109	132 337 203
Chiffres d'affaires nets	136 367 324	21 744 694	158 112 018	132 337 203
Production stockée			928 090	-2 593 923
Production immobilisée			0	0
Subventions d'exploitation			6 000	0
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			11 878 176	9 966 280
Autres produits			309 350	1 708 821
Total des produits d'exploitation (I)			171 233 635	141 418 381
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			0	0
Variation de stock (marchandises)			0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			16 576 146	15 499 410
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			331	0
Autres achats et charges externes			107 785 270	80 463 672
Impôts, taxes et versements assimilés			1 695 394	1 741 704
Salaires et traitements			22 711 039	22 506 965
Charges sociales			8 844 005	8 269 570
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements Dotations aux provisions	464 122 0	525 951 0
		Sur actif circulant : dotations aux provisions	128 032	364 878
		Pour risques et charges : dotations aux provisions	2 565 267	4 415 072
Autres charges			316 670	740 872
Total des charges d'exploitation (II)			161 086 276	134 528 094
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			10 147 359	6 890 281
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			2 624 218	1 578 084
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			2 495 089	798 700
Produits financiers de participations			0	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			0	0
Autres intérêts et produits assimilés			1 334 325	592 561
Reprises sur provisions et transferts de charges			0	0
Différences positives de change			0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des produits financiers (V)			1 334 325	592 561
Dotations financières aux amortissements et provisions			0	0
Intérêts et charges assimilées			24 245	102
Différences négatives de change			0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des charges financières (VI)			24 245	102
RÉSULTAT FINANCIER			1 310 080	592 459
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			11 586 568	8 262 124

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes	104 349	110 420
Produits exceptionnels sur opérations en capital	20 000	0
Reprises sur provisions et transferts de charges	110 390	1 159 718
Total des produits exceptionnels (VII)	234 739	1 270 138
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	674 572	493 512
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	10 406	2 029
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	218 576	39 332
Total des charges exceptionnelles (VIII)	903 555	534 873
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-668 816	735 265
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	812 801	560 337
Impôts sur les bénéfices (X)	1 429 582	1 252 723
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	175 426 916	144 859 166
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	166 751 547	137 674 837
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	8 675 369	7 184 328

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

ANNEXE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30 septembre 2023 dont le total est de 119 405 108 et au compte de résultat, présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 175 426 916 € dégagant un Chiffre d'Affaires H.T. de 158 112 018 € et un bénéfice de 8 675 369 € recouvrant la période du 1er octobre 2022 au 30 septembre 2023.

Le nombre moyen de salariés employés au cours de l'exercice est égal à : 396.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes sociaux annuels d'URBAINE DE TRAVAUX (ci-après l'entreprise ou la société)
Les comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de la société.

Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en euros.

METHODES D'EVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes sociaux annuels de URBAINE DE TRAVAUX pour l'exercice au 30/09/2023 ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC n°2014-3 du 5 juin 2014 relatif au PCG) à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.
Seules sont exprimées les informations significatives

Changements de méthodes de présentation

Aucune modification n'est intervenue dans la présentation des comptes annuels

Changements de méthodes comptables

Aucun changement n'est intervenu dans les méthodes comptables appliquées

*Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes*

NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

La méthode de comptabilisation des composants a été appliquée. La décomposition des immobilisations porte sur :

- les constructions dont la valeur nette comptable excède 60 K€
- les matériels dont la valeur d'origine est supérieure ou égale à 100K€ pour les composants représentant au moins 20% de la valeur de l'ensemble et dont la durée d'amortissement diffère d'au moins 20% de la durée d'amortissement de l'ensemble.

Les décompositions identifiées sont les suivantes :

- Ensemble immobilier acquis le 27 octobre 1994		
- Gros oeuvre	50%	Amortissements linéaires sur 35 ans
- Toiture	10%	Amortissements linéaires sur 15 ans
- Fluide	20%	Amortissements linéaires sur 7 ans
- Aménagement	20%	Amortissements linéaires sur 7 ans

Au 30 septembre 2023 aucune autre immobilisation détenue par la société ne nécessite la décomposition selon l'approche par composant.

Frais d'acquisition des immobilisations

Les droits de mutation, honoraires (agences, notaires, etc.) ou commissions (courtages et autres coûts de transaction liés à l'acquisition) et frais d'actes (frais légaux, frais de transfert de propriété, etc.) sont comptabilisés en charges.

Amortissements et Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Progiciels 1 à 5 ans - mode linéaire

Constructions :

- Toiture	10 à 20 ans – mode linéaire
- Fluides	10 ans – mode linéaire
- Aménagements	10 à 15 ans – mode linéaire
- Gros oeuvre	20 à 50 ans – mode linéaire

Matériel et outillage industriels :

- amortissement comptable	durée d'utilisation 3 à 8 ans – mode linéaire
- amortissement fiscal	durée d'usage 3 à 8 ans – mode linéaire ou dégressif

Installations générales, agencements et aménagement 10 ans - mode linéaire

Matériel de transport 2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif

Matériel de bureau 2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif

Matériel informatique 2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif

Mobilier 3 à 5 ans - mode linéaire

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Dépréciations des immobilisations corporelles

Une provision pour dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable. Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

Fonds commercial

Le fonds commercial inscrit à l'actif est déprécié en totalité

Immobilisations financières

Ces actifs ont été évalués à leur coût d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

En titres de participation figurent notamment la totalité du capital de la filiale FAYAT IMMOBILIER IDF.

Stocks de matières premières, produits finis et semi-finis

La société ne possède pas de stock de matières premières, produits finis et semi-finis au 30 septembre 2023.

Travaux en cours

Le coût de production des en-cours et des produits finis est constitué par :

- le coût d'acquisition des matières premières consommées,
- les charges directes de production,
- les charges indirectes de production.

Les opérations partiellement exécutées sont comptabilisées selon la méthode de l'avancement selon la nature des travaux.

Par comparaison à la facturation méritée, les factures à émettre sont comptabilisées en "Travaux en cours" et les factures comptabilisées d'avance sont extournées en "Produits constatés d'avance".

Au 30 septembre 2023, le montant des en-cours de production de biens s'établit au bilan pour un montant de 1 967 858.47 €

Les affaires partiellement exécutées présentant une perte complémentaire à la fin du chantier font l'objet d'une provision pour perte à terminaison.

Au 30 septembre 2023, une perte à terminaison pour un montant total de 937 000 € a été constatée en provisions pour risques et charges. Elle correspond à la perte identifiée sur un chantier et génère sur l'exercice une charge en résultat exceptionnel d'un montant de 155 000 €.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Dépréciation des créances

Les créances clients, hors créances publiques, sont dépréciées comme suit.

- | | |
|--|------|
| - Créances échues entre 1 an et 2 ans | 50% |
| - Créances échues depuis plus de 2 ans | 100% |

La dépréciation des créances échues depuis moins de 1 an et des créances sur marchés publics s'apprécie au cas par cas.

Au 30 septembre 2023, une provision pour dépréciation d'un montant de 412 771 € a été constatée.

Centralisation de trésorerie

L'entreprise fait partie de la centralisation de trésorerie du Groupe Fayat, dont le fonctionnement est le suivant :

La société Centralisatrice rémunère et facture en fin d'exercice les filiales centralisées en répartissant les produits financiers dégagés par les placements effectués à partir des comptes centralisateurs.

Le montant des produits financiers réalisés dans le cadre du cash-pool s'élève, pour l'exercice clos au 30 septembre 2023, à 162 944 €.

Avance en compte courant

Le montant des avances en compte courant consenti à la Holding FAYAT s'élève, à la clôture de l'exercice, à 36 953 406 € et a généré des produits financiers à hauteur de 952 398 €.

Des avances en compte courant sont également consenti à la filiale Fayat Immobilier Ile de France pour un montant de 3 260 182 € à la clôture de l'exercice. Cette avance a généré des produits financiers à hauteur de 172 182 €.

Provisions réglementées

Au 30 septembre 2023, la seule provision réglementée constatée au bilan concerne les amortissements dérogatoires et correspond à la différence entre les amortissements économiques et fiscaux.

Cette provision représente un montant de 94 041 €.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'événements passés.

Ces provisions comprennent notamment :

- des provisions pour risques chantiers qui émanent de sinistres entrant pour l'essentiel dans le cadre de la garantie décennale. Elles sont évaluées soit selon les coûts réels estimés, soit selon les valeurs de franchises d'assurances. Ces provisions s'élèvent au 30 septembre 2023 à 2 612 746 €,
- des provisions pour SAV permettant de faire face aux dépenses futures de SAV pour les immeubles bâtis soumis à garantie au titre des articles 1792 et 2275 du Code Civil. Ces provisions s'élèvent au 30 septembre 2023 à 4 002 624 €,
- des provisions pour autres risques sur chantiers sont également comptabilisées pour un montant total de 2 439 259 € au 30 septembre 2023,
- une provision pour médaille syndicale, déterminée selon une méthode statistique, qui s'élève au 30 septembre 2023 à 268 839 €.

Engagements de retraite

Conformément à la convention collective des Travaux Publics, la Société doit verser des indemnités aux salariés ETAM/CADRES lors de leur départ en retraite. Ces indemnités sont calculées en fonction de leur ancienneté et de leur salaire et les engagements correspondants ont été constatés sous forme de provision.

Aucune indemnité pour le départ en retraite n'est calculée pour le personnel ouvrier, celle-ci étant directement prise en charge par la caisse de retraite PRO BTP.

La part des engagements qui ont fait l'objet d'une provision s'élève à 1 495 037 €.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation	3.60%
- Taux de croissance des salaires	2.75%
- Age de départ à la retraite	67 ans
- Taux de charges sociales	45%
- Taux de rotation du personnel	Elevé
- Table de taux de mortalité	table INSEE 2019-2021

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Contrats long terme

Les contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement. Les éléments suivants sont réunis pour une détermination fiable du résultat à terminaison :

- Le montant global du contrat global peut être évalué de façon fiable.
- Le pourcentage d'avancement peut faire l'objet d'une évaluation lors de l'arrêt des comptes.
- Les coûts peuvent être identifiés de façon fiable.

Ces éléments rentrent avec une certitude raisonnable dans les conditions d'acceptation prévues par le contrat.

Le produit pris en compte correspond au prix de vente avancé, calculé sur la base du prix de vente total du contrat, multiplié par le taux d'avancement réel de l'opération.

Ce dernier est déterminé en fonction des débours engagés ou de l'avancement physique des tâches.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Opérations faites en commun

Les quotes-parts de résultat des Sociétés En Participation (SEP) sont constatées dans le compte de résultat de la société en "quotes-parts - pertes ou profits - des SEP".

Les quotes-parts de résultat de SEP à l'avancement sont comptabilisées du 1er octobre N-1 jusqu'au 30 septembre N.

La quote-part de résultat des SEP du 1er janvier N au 30 septembre N fait l'objet d'une neutralisation fiscale par le biais d'une réintégration ou déduction fiscale.

Néanmoins, une provision pour impôt est constituée lorsque la quote-part de résultat du 1er janvier au 30 septembre est positive.

La quote-part de chiffre d'affaires réalisée dans le cadre des SEP ne fait pas l'objet d'une comptabilisation dans les comptes de la société. Elle s'élève à 31 387 679 € au 30 septembre 2023.

Ceci porterait le chiffre d'affaires de la société Urbaine de Travaux, consolidé avec les sociétés en participation, à 175 961 039 €.

Effectif moyen

Pour les exercices ouverts à compter du 9 février 2020, les salariés à prendre en compte pour l'annexe sont :

- ceux titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée ou déterminée
- les employés à temps plein ou temps partiel

Les salariés mis à disposition, y compris les salariés temporaires, les apprentis, les salariés en contrat unique d'insertion ou en contrat de professionnalisation, sont donc exclus.

L'effectif moyen de salariés correspond à la moyenne du nombre de personnes employées au cours de chacun des mois de l'année civile précédente ou du dernier exercice comptable lorsque celui-ci ne correspond pas à l'année civile précédente.

Rémunération des commissaires aux comptes

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Nom du commissaire aux comptes	Honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal	Honoraires comptabilisés au titre des autres services	Total par commissaire aux comptes
Cabinet DUPOUY	31 680	0	31680
GBA Audit	31 680	0	31680
Montant total des honoraires	63 360	0	63 360

Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2010, l'entreprise URBAINE DE TRAVAUX est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS FAYAT, 137 Rue du Palais Gallien 33029 BORDEAUX CEDEX.

La convention d'intégration fiscale est celle préconisée par l'administration fiscale. L'impôt sur les bénéfices est calculé comme en l'absence d'intégration fiscale, excepté les deux points suivants :

- Tous les crédits d'impôts sont directement acquis.
- La quote-part de frais et charges appliquée sur les dividendes perçus des filiales intégrées fiscalement est identique à la quote-part applicable aux dividendes reçus par la tête de groupe (1%).

Les créances d'impôts liées au déficit ne sont pas comptabilisées.

AUTRES INFORMATIONS

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale :	F. PARTICIPATIONS
Forme :	SCA
Au capital de :	1 059 719 890 euros
Adresse du siège social :	137 rue du Palais Gallien 33000 BORDEAUX

Les comptes consolidés du Groupe FAYAT sont disponibles au siège de la société :

F. PARTICIPATIONS : 137 rue du Palais Gallien 33000 Bordeaux.

Garanties sur marchés

La société a sollicité les établissements bancaires pour se porter garants :

- en remplacement des retenues de garantie pour 41 970 K€
- au titre des avances forfaitaires, de démarrage ou de restitution de trésorerie pour 12 822 K€
- au titre de garantie de paiement aux sous-traitants pour 30 521 K€
- au titre de répartition de trésorerie dans le cadre de groupements 1 375 K€

Soit un total de 86 688 K€

Par ailleurs, URBAINE de TRAVAUX a consenti à Natixis , une garantie à première demande pour un montant maximum de 6 000 K€ en garantie du financement du projet de réhabilitation de l'immeuble sis 64 rue Defrance à Vincennes par la SCCV Vincennes 64 Defrance, sous la forme d'un crédit d'accompagnement souscrit auprès de NATIXIS.

Le montant des engagements reçus s'élève à 19 317 K€ et se compose de garanties de paiement reçus des clients pour 100 K€, de garanties émises par des sous-traitants en remplacement de retenues de garantie de garantie de bonne fin ou d'avance de démarrage pour 13 941 K€ et de garanties émises par des co-traitants au titre de répartition de trésorerie dans le cadre d'un groupement pour 4 125 K€.

Par ailleurs, URBAINE de TRAVAUX bénéficie d'un engagement de retour à meilleure fortune à hauteur de 1.151 K€ sur sa filiale FAYAT IMMOBILIER IDF au titre des abandons de créance consentis.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

FAITS MARQUANTS

Aucun fait marquant n'est à mentionner au titre de l'exercice écoulé.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Néant

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est à signaler.

*Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes*

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acqu. et apports
	Frais d'établissement et de développement (I)	0	0	0
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	361 405	0	61 633
	Terrains	335 387	0	1
	Sur sol propre	3 273 268	0	0
	Sur sol d'autrui	216 986	0	8 500
Constructions	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	511 670	0	0
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 046 129	0	362 463
	Installations générales, agencements, aménagements divers	484 043	0	15 859
Autres immobilisations corporelles	Matériel de transport	15	0	1
	Matériel de bureau et mobilier informatique	549 397	0	87 195
	Emballages récupérables et divers	0	0	0
	Immobilisations corporelles en cours	64 792	0	33 455
	Avances et acomptes	0	0	0
TOTAL (III)		7 481 687	0	507 475
	Participations évaluées par mise en équivalence	0	0	0
	Autres participations	3 107 303	0	3 441
	Autres titres immobilisés	0	0	0
	Prêts et autres immobilisations financières	182 292	0	48 871
TOTAL (IV)		3 289 595	0	52 311
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		11 132 687	0	621 420

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
	Frais d'établissement et de développement (I)	0	0	0	0
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	0	0	423 038	0
	Terrains	0	0	335 388	0
	Sur sol propre	0	0	3 273 268	0
	Sur sol d'autrui	0	0	225 486	0
Constructions	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	0	0	511 670	0
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	0	347 121	2 061 471	0
	Installations générales, agencements, aménagements divers	0	164 758	335 144	0
Autres immobilisations corporelles	Matériel de transport	0	16	0	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	0	93 195	543 398	0
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
	Immobilisations corporelles en cours	0	0	98 247	0
	Avances et acomptes	0	0	0	0
TOTAL (III)		0	605 090	7 384 072	0
	Participations évaluées par mise en équivalence	0	0	0	0
	Autres participations	0	34 500	3 076 244	0
	Autres titres immobilisés	0	0	0	0
	Prêts et autres immobilisations financières	0	199 981	31 182	0
TOTAL (IV)		0	234 481	3 107 425	0
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		0	839 571	10 914 536	0

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0
Fonds commercial		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		281 895	39 682	0	321 577
TOTAL I		281 895	39 682	0	321 577
Terrains		0	0	0	0
Sur sol propre		2 561 757	72 423	0	2 634 180
Constructions Sur sol d'autrui		216 986	5	0	216 991
Installations générales, agencements		352 002	17 790	0	369 792
Installations techniques, matériels et outillages		1 682 666	224 259	338 654	1 568 271
Installations générales, agencements divers		310 910	42 532	164 758	188 684
Autres immo. corporelles		15	1	16	0
Matériel de transport		450 166	67 434	91 256	426 344
Matériel de bureau, informatique et mobilier		0	0	0	0
Emballages récupérables et divers		0	0	0	0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)		5 574 502	424 444	594 684	5 404 262
TOTAL GENERAL (I + II)		5 856 397	464 126	594 684	5 725 839

Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exception-nel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab	0	0	0	0	0	0	0
Fonds comm.	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL I	0	0	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :							
sol propre	0	0	0	0	0	0	0
sol autrui	0	0	0	0	0	0	0
install.	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	0	52 904	0	0	38 902	0	14 002
Inst gén.	0	0	0	0	0	0	0
M.Transport	0	0	0	0	0	0	0
Mat bureau.	0	10 672	0	0	14 488	0	-3 816
Emball.	0	0	0	0	0	0	0
CORPO.	0	63 576	0	0	53 390	0	10 186
Acquis. de titres	0			0			0
TOTAL		63 576	0	0	53 390	0	10 186

Cadre C		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler		0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations		0	0	0	0

Provisions et dépréciations

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	83 854	63 577	53 390	94 041
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
TOTAL (I)	83 854	63 577	53 390	94 041
Provisions pour litige	2 570 415	847 712	805 382	2 612 746
Provisions pour garanties	4 126 404	532 442	656 222	4 002 624
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0
Provisions pour pensions	1 838 630	0	74 754	1 763 876
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	5 075 036	1 340 114	2 830 150	3 584 999
TOTAL (II)	13 610 485	2 720 268	4 366 508	11 964 245
Provisions sur immos incorporelles	7 500	0	0	7 500
Provisions sur immos corporelles	0	0	0	0
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	0	0	0	0
Provisions sur autres immos financières	0	0	0	0
Provisions sur stocks	0	0	0	0
Provisions sur comptes clients	669 583	128 032	384 844	412 771
Autres provisions pour dépréciations	0	0	0	0
TOTAL (III)	677 083	128 032	384 844	420 271
TOTAL GENERAL (I + II + III)	14 371 422	2 911 876	4 804 742	12 478 557
Dont dotations et reprises d'exploitation		2 693 298	4 694 352	
Dont dotations et reprises financières		0	0	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		218 576	110 390	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Créances et dettes

Cadre A		Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations			11 236	11 236	0
Prêts			500	500	0
Autres immos financières			30 682	30 682	0
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE			42 417	42 417	0
Clients douteux ou litigieux			483 003	0	483 003
Autres créances clients			55 183 852	55 183 852	0
Créances représentatives de titres prêtés			0	0	0
Personnel et comptes rattachés			39 759	39 759	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			8 061	8 061	0
Impôts sur les bénéfices			0	0	0
Etat et autres collectivités			5 727 932	5 727 932	0
Autres impôts			0	0	0
Etat - divers			0	0	0
Groupes et associés			40 389 890	40 389 890	0
Débiteurs divers			718 702	718 702	0
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT			102 551 199	102 068 196	483 003
Charges constatées d'avance			63 764	63 764	0
TOTAL DES CREANCES			102 657 381	102 174 377	483 003
Prêts accordés en cours d'exercice			0		
Remboursements obtenus en cours d'exercice			0		
Prêts et avances consentis aux associés			0		
Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles		0	0	0	0
Autres emprunts obligataires		0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine		0	0	0	0
Emprunts et dettes financières divers		0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés		38 590 767	38 590 767	0	0
Personnel et comptes rattachés		3 254 638	3 254 638	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		3 156 732	3 156 732	0	0
Impôts sur les bénéfices		0	0	0	0
Etat et autres collectivités publiques		15 216 236	15 216 236	0	0
Obligations cautionnées		0	0	0	0
Autres impôts		352 920	352 920	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0	0	0	0
Groupes et associés		388 589	388 589	0	0
Autres dettes		11 670 197	11 670 197	0	0
Dette représentative de titres empruntés		0	0	0	0
Produits constatés d'avance		14 693 603	14 693 603	0	0
TOTAL DES DETTES		87 323 682	87 323 682	0	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice		0	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice		0			

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	0
Autres emprunts obligataires	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0
Emprunts et dettes financières divers	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3 412 270
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	8 095 506
Dettes fiscales et sociales	4 792 916
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	0
Autres dettes	298 970
Total	16 599 662

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Créances rattachées à des participations	0
Autres immobilisations financières	0
Créances clients et comptes rattachés	9 962 826
Personnel et comptes rattachés	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-13 725
Etat et autres collectivités publiques	0
Autres créances	2 968
Disponibilités	0
Total	9 952 070

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Contrats de maintenance / abonnements	41 420	0	0
Divers Taxes	6 118	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	47 538	0	0

Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Produits constatés d'avance / chantiers	14 693 603	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	14 693 603	0	0

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 30/09/2023	Valeur nominale
Actions ordinaires	319 300			319 300	20
Actions amorties				0	
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)				0	
Actions préférentielles				0	
Parts sociales				0	
Certificats d'investissement				0	
TOTAL	319 300	0	0	319 300	

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Variation des capitaux propres

Capitaux propres	Ouverture	Augment	Diminut	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	6 386 000						6 386 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	0						0
Ecart de réévaluation	0						0
Réserve légale	258 263				359 216		617 479
Réserves statutaires ou contractuelles	0						0
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	1 000 000			67 978			932 022
Report à nouveau	106 909			106 909			0
Résultat de l'exercice	7 184 329	8 675 369		6 825 113	-359 216		8 675 369
Subventions d'investissement	0						0
Provisions réglementées	83 854	63 577	53 390				94 041
TOTAL CAPITAUX PROPRES	15 019 355	8 738 946	53 390	7 000 000	0	0	16 704 911

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Ventilation du chiffre d'affaires

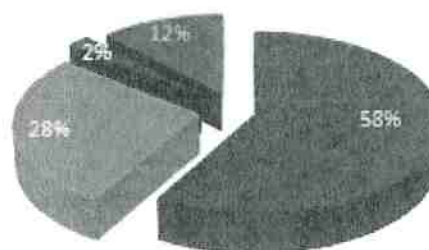
Le chiffre d'affaires de l'entreprise se répartit de la façon suivante :

Travaux Publics : 39%

Bâtiment : 61%

Et au sein de ces deux activités :

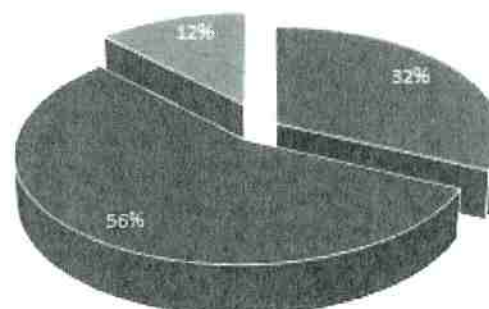
Répartition de l'activité Travaux
Publics cumulée à fin Septembre
2023



- Génie Civil et Ouvrage d'Art
- Assainissement - Tunnelier
- Travaux Urbains et Voirie
- Fluides et Canalisations

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Répartition de l'activité Bâtiment en
cumulé à fin Septembre 2023



- Equipement Scolaire, Sportifs et de Loisirs
- Logements
- Equipement Tertiaires et Industriels

Transferts de charges

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Transferts de charges d'exploitation	7 183 824	
- Refacturation de charges de personnel	3 308 596	
- Refacturation de charges externes	3 642 015	
- Autres transfert de charges d'exploitation	233 213	
-		
-		
Transferts de charges financières	0	
-		
-		
-		
-		
-		
Transferts de charges exceptionnelles	0	
-		
-		
-		
-		
TOTAL	7 183 824	

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	11 586 568	1 561 305	10 025 263
Résultat exceptionnel à court terme	-668 816	-61 814	-607 002
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés	-812 801	69 909	-882 710
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	10 104 951	1 429 582	8 675 369

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			8 675 369
Impôt sur les bénéfices			1 429 582
RESULTAT AVANT IMPOT			10 104 951
Provisions sur immobilisations			
Provisions relatives aux stocks			
Provisions sur autres actifs			
Amortissements dérogatoires	63 576	53 390	10 186
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes			
PROVISIONS REGLEMENTEES	63 576	53 390	10 186
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES	0	0	0
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			10 115 137

Fiscalité différée

Libellé	30/09/2023	30/09/2022
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées	94 041	83 854
Subventions d'investissement	0	0
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Actif	0	0
Autres charges déduites d'avance		
Plus values à long terme en sursis d'imposition		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	94 041	83 854
Total passif d'impôt futur	24 286	22 955
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Amortissements des logiciels		
Pertes potentielles sur contrat à long terme	-937 000	-839 000
Provisions pour retraites et obligations similaires	-1 763 876	-1 838 630
Autres risques et charges provisionnés		
Charges à payer	-3 205 853	-1 761 791
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Passif	0	0
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement		-1 572 199
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	-5 906 729	-6 011 620
Total actif d'impôt futur	-1 525 413	-1 645 651
Situation nette	-1 501 127	-1 622 696

(1) Taux d'impôt :	25,83%	27,37%
Dont taux normal d'impôt sur les sociétés :	25,00%	26,50%
Contribution sociale sur l'impôt :	3,30%	3,30%
Contribution exceptionnelle sur l'impôt :	0,00%	0,00%

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Effectif moyen

Effectif	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif moyen global	
	30/09/2023	30/09/2022	30/09/2023	30/09/2022	30/09/2023	30/09/2022
Ingénieurs et Cadres	120	120			120	120
Agents de maîtrise	76	84			76	84
Employés et techniciens					0	0
Ouvriers	200	209			200	209
Autres					0	0
TOTAL	396	413	0	0	396	413

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

URBAINE DE TRAVAUX - déclaration au 30/09/2023

Tableau des participations

Filiales et participations (en KC)	Capital	Capitaux propres autres que capital	Quote-part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Valeur prêts et avances		Cautions	Chiffre d'affaires	Résultat	Dividendes
				Brut	Net	Brut	Net				
Participations (détenues à + de 50 %)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
FAYAT IMMOBILIER IDF SAS	3 000 000	-1 331 185	100,00%	3 000 000	3 000 000	3 260 182	3 260 182	0	509 356	-946 949	0
Participations (détenues entre 10 et 50 %)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
SCCV EDOUARD BRALY MONTAGNE PIERRE	1 000	0	50,00%	500	500	1 080	1 080	0	0	4	0
SCCV GRANDES CULTURES EMILE BEAUFIL	1 000	0	50,00%	500	500	171	171	0	0	1	0
Participations (détenues entre 0.01 et 10%)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
SCCV Vincennes 64 De France	1 600	0	2,00%	32	32	202 555	202 555	6 000 000	6 766 599	-430 763	0
SCCV Champligny Rosignano	1 600	0	2,00%	32	32	630	630	0	0	75 453	0
SCCV Gagny Joannes	1 000	0	2,00%	20	20	0	0	0	0	0	0
SCCV Gagny Bourdons	1 000	0	2,00%	20	20	0	0	0	0	0	0
TOTAUX	3 007 200	-1 331 185	-	3 001 104	3 001 104	3 464 618	3 464 618	6 000 000	7 275 955	-1 302 254	0

(1) Capital

(2) Réserves, report à nouveau, résultat, provisions réglementées, subventions

(3) Quote part du capital détenu en %

(4) Valeur comptable des titres détenus

(5) Valeur comptable nette des titres détenus

(6) Prêts et avances consentis par l'entreprise non encore remboursés

(7) Prêts et avances consentis par l'entreprise non encore remboursés / valeur nette

(8) Montant des cautions et aval donnés par l'entreprise

(9) Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé

(10) Résultat du dernier exercice clos

(11) Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice

URBAINE DE TRAVAUX
Société par actions simplifiée
Au capital de 6 386 000 euros
Siège social : 2 avenue du Général de Gaulle
91170 VIRY CHATILLON

321 057 978 RCS EVRY

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 27 MARS 2024

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2023

DEUXIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 30 septembre 2023 s'élevant à 8 675 369 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	8 675 369 euros
A la réserve légale	– 21 121 euros
	=====
Pour former un bénéfice distribuable de	8 654 248 euros
A titre de dividendes	8 500 000 euros
<i>Soit 26,62 euros par action</i>	

Le Solde 154 248 euros
Est affecté en totalité au compte « Report à nouveau ».

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seront de 8 204 911 euros.

Le dividende sera mis en paiement à compter de ce jour.

Ce dividende est soumis, pour les personnes physiques, à un prélèvement forfaitaire unique (PFU) au taux global de 30 % des revenus perçus. Ce taux forfaitaire global est constitué par une imposition à l'impôt sur le revenu à hauteur de 12,8 % auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux de 17,2 %.

Par dérogation et sur option expresse et irrévocable, les dividendes perçus peuvent être soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Lorsque l'option globale pour le barème progressif est exercée l'abattement de 40 % demeure applicable.

Dans ce cas :

- Le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2023 non éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 8 498 775 euros (montant arrondi),
- Le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2023 éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 1 225 euros (montant arrondi).

Distributions antérieures de dividendes

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercices	Dividendes	Abattements	Sans Abattements
30 septembre 2022	7 000 000 €	1 008 €	6 998 992 €
30 septembre 2021	1 000 000 €	144 €	999 856 €
30 septembre 2020	0 €	0 €	0 €

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 27 mars 2024

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Certifié conforme
Le Président
Julien HAAS



ANNEXE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30 septembre 2023 dont le total est de 119 405 108 et au compte de résultat, présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 175 426 916 € dégageant un Chiffre d'Affaires H.T. de 158 112 018 € et un bénéfice de 8 675 369 € recouvrant la période du 1er octobre 2022 au 30 septembre 2023.

Le nombre moyen de salariés employés au cours de l'exercice est égal à : 396.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes sociaux annuels d'URBAINE DE TRAVAUX (ci-après l'entreprise ou la société)
Les comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de la société.

Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en euros.

METHODES D'EVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes sociaux annuels de URBAINE DE TRAVAUX pour l'exercice au 30/09/2023 ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC n°2014-3 du 5 juin 2014 relatif au PCG) à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.
Seules sont exprimées les informations significatives

Changements de méthodes de présentation

Aucune modification n'est intervenue dans la présentation des comptes annuels

Changements de méthodes comptables

Aucun changement n'est intervenu dans les méthodes comptables appliquées

NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

La méthode de comptabilisation des composants a été appliquée. La décomposition des immobilisations porte sur :

- les constructions dont la valeur nette comptable excède 60 K€
- les matériels dont la valeur d'origine est supérieure ou égale à 100K€ pour les composants représentant au moins 20% de la valeur de l'ensemble et dont la durée d'amortissement diffère d'au moins 20% de la durée d'amortissement de l'ensemble.

Les décompositions identifiées sont les suivantes :

- Ensemble immobilier acquis le 27 octobre 1994		
- Gros oeuvre	50%	Amortissements linéaires sur 35 ans
- Toiture	10%	Amortissements linéaires sur 15 ans
- Fluide	20%	Amortissements linéaires sur 7 ans
- Aménagement	20%	Amortissements linéaires sur 7 ans

Au 30 septembre 2023 aucune autre immobilisation détenue par la société ne nécessite la décomposition selon l'approche par composant.

Frais d'acquisition des immobilisations

Les droits de mutation, honoraires (agences, notaires, etc.) ou commissions (courtages et autres coûts de transaction liés à l'acquisition) et frais d'actes (frais légaux, frais de transfert de propriété, etc.) sont comptabilisés en charges.

Amortissements et Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Progiciels	1 à 5 ans - mode linéaire
Constructions :	
- Toiture	10 à 20 ans – mode linéaire
- Fluides	10 ans – mode linéaire
- Aménagements	10 à 15 ans – mode linéaire
- Gros oeuvre	20 à 50 ans – mode linéaire
Matériel et outillage industriels :	
- amortissement comptable	durée d'utilisation 3 à 8 ans – mode linéaire
- amortissement fiscal	durée d'usage 3 à 8 ans – mode linéaire ou dégressif
Installations générales, agencements et aménagement	10 ans - mode linéaire
Matériel de transport	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Matériel de bureau	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Matériel informatique	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Mobilier	3 à 5 ans - mode linéaire

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Dépréciations des immobilisations corporelles

Une provision pour dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable. Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

Fonds commercial

Le fonds commercial inscrit à l'actif est déprécié en totalité

Immobilisations financières

Ces actifs ont été évalués à leur coût d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

En titres de participation figurent notamment la totalité du capital de la filiale **FAYAT IMMOBILIER IDF**.

Stocks de matières premières, produits finis et semi-finis

La société ne possède pas de stock de matières premières, produits finis et semi-finis au 30 septembre 2023.

Travaux en cours

Le coût de production des en-cours et des produits finis est constitué par :

- le coût d'acquisition des matières premières consommées,
- les charges directes de production,
- les charges indirectes de production.

Les opérations partiellement exécutées sont comptabilisées selon la méthode de l'avancement selon la nature des travaux.

Par comparaison à la facturation méritée, les factures à émettre sont comptabilisées en "Travaux en cours" et les factures comptabilisées d'avance sont extournées en "Produits constatés d'avance".

Au 30 septembre 2023, le montant des en-cours de production de biens s'établit au bilan pour un montant de 1 967 858.47 €

Les affaires partiellement exécutées présentant une perte complémentaire à la fin du chantier font l'objet d'une provision pour perte à terminaison.

Au 30 septembre 2023, une perte à terminaison pour un montant total de 937 000 € a été constatée en provisions pour risques et charges. Elle correspond à la perte identifiée sur un chantier et génère sur l'exercice une charge en résultat exceptionnel d'un montant de 155 000 €.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances clients, hors créances publiques, sont dépréciées comme suit.

- | | |
|--|------|
| - Créances échues entre 1 an et 2 ans | 50% |
| - Créances échues depuis plus de 2 ans | 100% |

La dépréciation des créances échues depuis moins de 1 an et des créances sur marchés publics s'apprécie au cas par cas.

Au 30 septembre 2023, une provision pour dépréciation d'un montant de 412 771 € a été constatée.

Centralisation de trésorerie

L'entreprise fait partie de la centralisation de trésorerie du Groupe Fayat, dont le fonctionnement est le suivant :

La société Centralisatrice rémunère et facture en fin d'exercice les filiales centralisées en répartissant les produits financiers dégagés par les placements effectués à partir des comptes centralisateurs.

Le montant des produits financiers réalisés dans le cadre du cash-pool s'élève, pour l'exercice clos au 30 septembre 2023, à 162 944 €.

Avance en compte courant

Le montant des avances en compte courant consenti à la Holding **FAYAT** s'élève, à la clôture de l'exercice, à 36 953 406 € et a généré des produits financiers à hauteur de 952 398 €.

Des avances en compte courant sont également consenti à la filiale **Fayat Immobilier Ile de France** pour un montant de 3 260 182 € à la clôture de l'exercice. Cette avance a généré des produits financiers à hauteur de 172 182 €.

Provisions réglementées

Au 30 septembre 2023, la seule provision réglementée constatée au bilan concerne les amortissements dérogatoires et correspond à la différence entre les amortissements économiques et fiscaux.

Cette provision représente un montant de 94 041 €.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'événements passés.

Ces provisions comprennent notamment :

- des provisions pour risques chantiers qui émanent de sinistres entrant pour l'essentiel dans le cadre de la garantie décennale. Elles sont évaluées soit selon les coûts réels estimés, soit selon les valeurs de franchises d'assurances. Ces provisions s'élèvent au 30 septembre 2023 à 2 612 746 €,
- des provisions pour SAV permettant de faire face aux dépenses futures de SAV pour les immeubles bâtis soumis à garantie au titre des articles 1792 et 2275 du Code Civil. Ces provisions s'élèvent au 30 septembre 2023 à 4 002 624 €,
- des provisions pour autres risques sur chantiers sont également comptabilisées pour un montant total de 2 439 259 € au 30 septembre 2023,
- une provision pour médaille syndicale, déterminée selon une méthode statistique, qui s'élève au 30 septembre 2023 à 268 839 €.

Engagements de retraite

Conformément à la convention collective des Travaux Publics, la Société doit verser des indemnités aux salariés ETAM/CADRES lors de leur départ en retraite. Ces indemnités sont calculées en fonction de leur ancienneté et de leur salaire et les engagements correspondants ont été constatés sous forme de provision.

Aucune indemnité pour le départ en retraite n'est calculée pour le personnel ouvrier, celle-ci étant directement prise en charge par la caisse de retraite PRO BTP.

La part des engagements qui ont fait l'objet d'une provision s'élève à 1 495 037 €.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation	3.60%
- Taux de croissance des salaires	2.75%
- Age de départ à la retraite	67 ans
- Taux de charges sociales	45%
- Taux de rotation du personnel	Elevé
- Table de taux de mortalité	table INSEE 2019-2021

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Contrats long terme

Les contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement. Les éléments suivants sont réunis pour une détermination fiable du résultat à terminaison :

- Le montant global du contrat global peut être évalué de façon fiable.
- Le pourcentage d'avancement peut faire l'objet d'une évaluation lors de l'arrêté des comptes.
- Les coûts peuvent être identifiés de façon fiable.

Ces éléments rentrent avec une certitude raisonnable dans les conditions d'acceptation prévues par le contrat.

Le produit pris en compte correspond au prix de vente avancé, calculé sur la base du prix de vente total du contrat, multiplié par le taux d'avancement réel de l'opération.

Ce dernier est déterminé en fonction des débours engagés ou de l'avancement physique des tâches.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Opérations faites en commun

Les quotes-parts de résultat des Sociétés En Participation (SEP) sont constatées dans le compte de résultat de la société en "quotes-parts - pertes ou profits - des SEP".

Les quotes-parts de résultat de SEP à l'avancement sont comptabilisées du 1er octobre N-1 jusqu'au 30 septembre N.

La quote-part de résultat des SEP du 1er janvier N au 30 septembre N fait l'objet d'une neutralisation fiscale par le biais d'une réintégration ou déduction fiscale.

Néanmoins, une provision pour impôt est constituée lorsque la quote-part de résultat du 1er janvier au 30 septembre est positive.

La quote-part de chiffre d'affaires réalisée dans le cadre des SEP ne fait pas l'objet d'une comptabilisation dans les comptes de la société. Elle s'élève à 31 387 679 € au 30 septembre 2023.

Ceci porterait le chiffre d'affaires de la société Urbaine de Travaux, consolidé avec les sociétés en participation, à 175 961 039 €.

Effectif moyen

Pour les exercices ouverts à compter du 9 février 2020, les salariés à prendre en compte pour l'annexe sont :

- ceux titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée ou déterminée
- les employés à temps plein ou temps partiel

Les salariés mis à disposition, y compris les salariés temporaires, les apprentis, les salariés en contrat unique d'insertion ou en contrat de professionnalisation, sont donc exclus.

L'effectif moyen de salariés correspond à la moyenne du nombre de personnes employées au cours de chacun des mois de l'année civile précédente ou du dernier exercice comptable lorsque celui-ci ne correspond pas à l'année civile précédente.

Rémunération des commissaires aux comptes

Nom du commissaire aux comptes	Honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal	Honoraires comptabilisés au titre des autres services	Total par commissaire aux comptes
Cabinet DUPOUY	31 680	0	31680
GBA Audit	31 680	0	31680
Montant total des honoraires	63 360	0	63 360

Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2010, l'entreprise URBAINE DE TRAVAUX est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS FAYAT, 137 Rue du Palais Gallien 33029 BORDEAUX CEDEX.

La convention d'intégration fiscale est celle préconisée par l'administration fiscale. L'impôt sur les bénéfices est calculé comme en l'absence d'intégration fiscale, excepté les deux points suivants :

- Tous les crédits d'impôts sont directement acquis.
- La quote-part de frais et charges appliquée sur les dividendes perçus des filiales intégrées fiscalement est identique à la quote-part applicable aux dividendes reçus par la tête de groupe (1%).

Les créances d'impôts liées au déficit ne sont pas comptabilisées.

AUTRES INFORMATIONS

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale :	F. PARTICIPATIONS
Forme :	SCA
Au capital de :	1 059 719 890 euros
Adresse du siège social :	137 rue du Palais Gallien 33000 BORDEAUX

Les comptes consolidés du Groupe FAYAT sont disponibles au siège de la société :
F. PARTICIPATIONS : 137 rue du Palais Gallien 33000 Bordeaux.

Garanties sur marchés

La société a sollicité les établissements bancaires pour se porter garants :

- en remplacement des retenues de garantie pour 41 970 K€
 - au titre des avances forfaitaires, de démarrage ou de restitution de trésorerie pour 12 822 K€
 - au titre de garantie de paiement aux sous-traitants pour 30 521 K€
 - au titre de répartition de trésorerie dans le cadre de groupements 1 375 K€
- Soit un total de 86 688 K€

Par ailleurs, URBAIN de TRAVAUX a consenti à Natixis , une garantie à première demande pour un montant maximum de 6 000 K€ en garantie du financement du projet de réhabilitation de l'immeuble sis 64 rue DeFrance à Vincennes par la SCCV Vincennes 64 DeFrance, sous la forme d'un crédit d'accompagnement souscrit auprès de NATIXIS.

Le montant des engagements reçus s'élève à 19 317 K€ et se compose de garanties de paiement reçus des clients pour 100 K€, de garanties émises par des sous-traitants en remplacement de retenues de garantie de garantie de bonne fin ou d'avance de démarrage pour 13 941 K€ et de garanties émises par des co-traitants au titre de répartition de trésorerie dans le cadre d'un groupement pour 4 125 K€.

Par ailleurs, URBAIN de TRAVAUX bénéficie d'un engagement de retour à meilleure fortune à hauteur de 1.151 K€ sur sa filiale FAYAT IMMOBILIER IDF au titre des abandons de créance consentis.

FAITS MARQUANTS

Aucun fait marquant n'est à mentionner au titre de l'exercice écoulé.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Néant

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est à signaler.

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		361 405	0	61 633
Terrains		335 387	0	1
	Sur sol propre	3 273 268	0	0
	Sur sol d'autrui	216 986	0	8 500
Constructions				
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	511 670	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		2 046 129	0	362 463
	Installations générales, agencements, aménagements divers	484 043	0	15 859
Autres immobilisations corporelles				
	Matériel de transport	15	0	1
	Matériel de bureau et mobilier informatique	549 397	0	87 195
	Emballages récupérables et divers	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		64 792	0	33 455
Avances et acomptes		0	0	0
TOTAL (III)		7 481 687	0	507 475
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0
Autres participations		3 107 303	0	3 441
Autres titres immobilisés		0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		182 292	0	48 871
TOTAL (IV)		3 289 595	0	52 311
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		11 132 687	0	621 420

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		0	0	423 038	0
Terrains		0	0	335 388	0
	Sur sol propre	0	0	3 273 268	0
	Sur sol d'autrui	0	0	225 486	0
Constructions					
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	0	0	511 670	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		0	347 121	2 061 471	0
	Installations générales, agencements, aménagements divers	0	164 758	335 144	0
Autres immobilisations corporelles					
	Matériel de transport	0	16	0	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	0	93 195	543 398	0
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		0	0	98 247	0
Avances et acomptes		0	0	0	0
TOTAL (III)		0	605 090	7 384 072	0
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0	0
Autres participations		0	34 500	3 076 244	0
Autres titres immobilisés		0	0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		0	199 981	31 182	0
TOTAL (IV)		0	234 481	3 107 425	0
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		0	839 571	10 914 536	0

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0
Fonds commercial		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		281 895	39 682	0	321 577
TOTAL I		281 895	39 682	0	321 577
Terrains		0	0	0	0
Constructions	Sur sol propre	2 561 757	72 423	0	2 634 180
	Sur sol d'autrui	216 986	5	0	216 991
Installations générales, agencements		352 002	17 790	0	369 792
Installations techniques, matériels et outillages		1 682 666	224 259	338 654	1 568 271
Installations générales, agencements divers		310 910	42 532	164 758	188 684
Autres immo. corporelles	Matériel de transport	15	1	16	0
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	450 166	67 434	91 256	426 344
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)		5 574 502	424 444	594 684	5 404 262
TOTAL GENERAL (I + II)		5 856 397	464 126	594 684	5 725 839

Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exception-nel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab	0	0	0	0	0	0	0
Fonds comm.	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL I	0	0	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :							
sol propre	0	0	0	0	0	0	0
sol autrui	0	0	0	0	0	0	0
install.	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	0	52 904	0	0	38 902	0	14 002
Inst gén.	0	0	0	0	0	0	0
M.Transport	0	0	0	0	0	0	0
Mat bureau.	0	10 672	0	0	14 488	0	-3 816
Emball.	0	0	0	0	0	0	0
CORPO.	0	63 576	0	0	53 390	0	10 186
Acquis. de titres	0			0			0
TOTAL		63 576	0	0	53 390	0	10 186

Cadre C		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler		0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations		0	0	0	0

Provisions et dépréciations

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	83 854	63 577	53 390	94 041
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
TOTAL (I)	83 854	63 577	53 390	94 041
Provisions pour litige	2 570 415	847 712	805 382	2 612 746
Provisions pour garanties	4 126 404	532 442	656 222	4 002 624
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0
Provisions pour pensions	1 838 630	0	74 754	1 763 876
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	5 075 036	1 340 114	2 830 150	3 584 999
TOTAL (II)	13 610 485	2 720 268	4 366 508	11 964 245
Provisions sur immos incorporelles	7 500	0	0	7 500
Provisions sur immos corporelles	0	0	0	0
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	0	0	0	0
Provisions sur autres immos financières	0	0	0	0
Provisions sur stocks	0	0	0	0
Provisions sur comptes clients	669 583	128 032	384 844	412 771
Autres provisions pour dépréciations	0	0	0	0
TOTAL (III)	677 083	128 032	384 844	420 271
TOTAL GENERAL (I + II + III)	14 371 422	2 911 876	4 804 742	12 478 557
Dont dotations et reprises d'exploitation		2 693 298	4 694 352	
Dont dotations et reprises financières		0	0	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		218 576	110 390	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

Créances et dettes

Cadre A		Etat des créances		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations				11 236	11 236	0
Prêts				500	500	0
Autres immos financières				30 682	30 682	0
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE				42 417	42 417	0
Clients douteux ou litigieux				483 003	0	483 003
Autres créances clients				55 183 852	55 183 852	0
Créances représentatives de titres prêtés				0	0	0
Personnel et comptes rattachés				39 759	39 759	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				8 061	8 061	0
		Impôts sur les bénéfices		0	0	0
		Taxe sur la valeur ajoutée		5 727 932	5 727 932	0
Etat et autres collectivités		Autres impôts		0	0	0
		Etat - divers		0	0	0
Groupes et associés				40 389 890	40 389 890	0
Débiteurs divers				718 702	718 702	0
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT				102 551 199	102 068 196	483 003
Charges constatées d'avance				63 764	63 764	0
TOTAL DES CREANCES				102 657 381	102 174 377	483 003
Prêts accordés en cours d'exercice				0		
Remboursements obtenus en cours d'exercice				0		
Prêts et avances consentis aux associés				0		
Cadre B	Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles		0		0	0	0
Autres emprunts obligataires		0		0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		0		0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine		0		0	0	0
Emprunts et dettes financières divers		0		0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés		38 590 767		38 590 767	0	0
Personnel et comptes rattachés		3 254 638		3 254 638	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		3 156 732		3 156 732	0	0
		Impôts sur les bénéfices		0	0	0
		Taxe sur la valeur ajoutée		15 216 236	15 216 236	0
Etat et autres collectivités publiques		Obligations cautionnées		0	0	0
		Autres impôts		352 920	352 920	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0		0	0	0
Groupes et associés		388 589		388 589	0	0
Autres dettes		11 670 197		11 670 197	0	0
Dette représentative de titres empruntés		0		0	0	0
Produits constatés d'avance		14 693 603		14 693 603	0	0
TOTAL DES DETTES				87 323 682	87 323 682	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice		0		Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice		0				

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	0
Autres emprunts obligataires	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0
Emprunts et dettes financières divers	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3 412 270
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	8 095 506
Dettes fiscales et sociales	4 792 916
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	0
Autres dettes	298 970
Total	16 599 662

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Créances rattachées à des participations	0
Autres immobilisations financières	0
Créances clients et comptes rattachés	9 962 826
Personnel et comptes rattachés	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-13 725
Etat et autres collectivités publiques	0
Autres créances	2 968
Disponibilités	0
Total	9 952 070

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Contrats de maintenance / abonnements	41 420	0	0
Divers Taxes	6 118	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	47 538	0	0

Produits constatés d'avance

Produits constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Produits constatés d'avance / chantiers	14 693 603	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	14 693 603	0	0

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 30/09/2023	Valeur nominale
Actions ordinaires	319 300			319 300	20
Actions amorties				0	
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)				0	
Actions préférentielles				0	
Parts sociales				0	
Certificats d'investissement				0	
TOTAL	319 300	0	0	319 300	

Variation des capitaux propres

Capitaux propres	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	6 386 000						6 386 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	0						0
Ecart de réévaluation	0						0
Réserve légale	258 263				359 216		617 479
Réserves statutaires ou contractuelles	0						0
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	1 000 000			67 978			932 022
Report à nouveau	106 909			106 909			0
Résultat de l'exercice	7 184 329	8 675 369		6 825 113	-359 216		8 675 369
Subventions d'investissement	0						0
Provisions réglementées	83 854	63 577	53 390				94 041
TOTAL CAPITAUX PROPRES	15 019 355	8 738 946	53 390	7 000 000	0	0	16 704 911

Ventilation du chiffre d'affaires

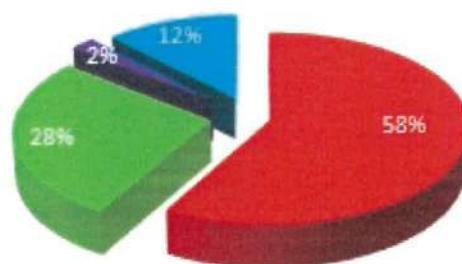
Le chiffre d'affaires de l'entreprise se répartit de la façon suivante :

Travaux Publics : 39%

Bâtiment : 61%

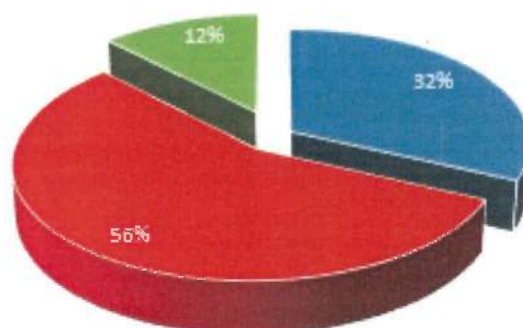
Et au sein de ces deux activités :

Répartition de l'activité Travaux
Publics cumulée à fin Septembre
2023



- Génie Civil et Ouvrage d'Art
- Assainissement - Tunnelier
- Travaux Urbains et Voirie
- Fluides et Canalisation

Répartition de l'activité Bâtiment en
cumulé à fin Septembre 2023



- Equipement Scolaire, Sportifs et de Loisirs
- Logements
- Equipement Tertiaires et Industriels

Transferts de charges

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Transferts de charges d'exploitation	7 183 824	
- Refacturation de charges de personnel	3 308 596	
- Refacturation de charges externes	3 642 015	
- Autres transfert de charges d'exploitation	233 213	
-		
-		
Transferts de charges financières	0	
-		
-		
-		
-		
-		
Transferts de charges exceptionnelles	0	
-		
-		
-		
-		
-		
TOTAL	7 183 824	

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Ligne HA - Pdts exceptionnels fournisseurs / clients	0	104 349
Ligne HB - Pdts de cession d'immobilisation corporelle	0	20 000
Ligne HC - Reprise sur amortissements dérogatoires	0	53 390
Ligne HC - Reprise Pertes à terminaison	0	57 000
Ligne HE - Pénalités et amendes non déductibles	75 372	0
Ligne HE - Forfaits post stationnement	36 427	0
Ligne HE - Charges exceptionnelles de personnel	544 223	0
Ligne HE - Charges exceptionnelles fournisseurs	18 550	0
Ligne HF - Valeur comptable des éléments d'actif cédés	10 406	0
Ligne HG - Dotations aux amortissements dérogatoires	63 576	0
Ligne HG - Dotations Pertes à terminaison	155 000	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
TOTAL	903 555	234 739

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	11 586 568	1 561 305	10 025 263
Résultat exceptionnel à court terme	-668 816	-61 814	-607 002
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés	-812 801	69 909	-882 710
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	10 104 951	1 429 582	8 675 369

Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			8 675 369
Impôt sur les bénéfices			1 429 582
RESULTAT AVANT IMPOT			10 104 951
Provisions sur immobilisations			
Provisions relatives aux stocks			
Provisions sur autres actifs			
Amortissements dérogatoires	63 576	53 390	10 186
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
PROVISIONS REGLEMENTEES	63 576	53 390	10 186
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES	0	0	0
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			10 115 137

Fiscalité différée

Libellé	30/09/2023	30/09/2022
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées	94 041	83 854
Subventions d'investissement	0	0
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Actif	0	0
Autres charges déduites d'avance		
Plus values à long terme en sursis d'imposition		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	94 041	83 854
Total passif d'impôt futur	24 286	22 955
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Amortissements des logiciels		
Pertes potentielles sur contrat à long terme	-937 000	-839 000
Provisions pour retraites et obligations similaires	-1 763 876	-1 838 630
Autres risques et charges provisionnés		
Charges à payer	-3 205 853	-1 761 791
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Passif	0	0
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement		-1 572 199
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	-5 906 729	-6 011 620
Total actif d'impôt futur	-1 525 413	-1 645 651
Situation nette	-1 501 127	-1 622 696

(1) Taux d'impôt :	25,83%	27,37%
Dont taux normal d'impôt sur les sociétés :	25,00%	26,50%
Contribution sociale sur l'impôt :	3,30%	3,30%
Contribution exceptionnelle sur l'impôt :	0,00%	0,00%

Effectif moyen

Effectif	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif moyen global	
	30/09/2023	30/09/2022	30/09/2023	30/09/2022	30/09/2023	30/09/2022
Ingénieurs et Cadres	120	120			120	120
Agents de maîtrise	76	84			76	84
Employés et techniciens					0	0
Ouvriers	200	209			200	209
Autres					0	0
TOTAL	396	413	0	0	396	413

Tableau des participations

Filiales et participations (en KE)	Capital	Capitaux propres autres que capital	Quote-part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Valeur prêts et avances		Cautions	Chiffre d'affaires	Résultat	Dividendes
				Brute	Nette	Brute	Nette				
Participations (détenues à + de 50 %)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
FAYAT IMMOBILIER IDF SAS	3 000 000	-1 331 185	100,00%	3 000 000	3 000 000	3 260 182	3 260 182	0	509 356	-946 949	0
Participations (détenues entre 10 et 50 %)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
SCCV EDOUARD BRALY MONTAGNE MERRE	1 000	0	50,00%	500	500	1 080	1 080	0	0	4	0
SCCV GRANDES CULTURES EMILE BEAUFIL	1 000	0	50,00%	500	500	171	171	0	0	1	0
Participations (détenues entre 0.01 et 10%)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
SCCV Vincennes 64 De France	1 600	0	2,00%	32	32	202 555	202 555	6 000 000	6 766 599	-430 763	0
SCCV Champligny Rosignano	1 800	0	2,00%	32	32	630	630	0	0	75 453	0
SCCV Gagny Joannes	1 000	0	2,00%	20	20	0	0	0	0	0	0
SCCV Gagny Bourdon	1 000	0	2,00%	20	20	0	0	0	0	0	0
TOTAUX	3 007 200	-1 331 185	-	3 001 104	3 001 104	3 464 618	3 464 618	6 000 000	7 275 955	-1 302 254	0

(1) Capital

(2) Réserves, report à nouveau, résultat, provisions réglementées, subventions

(3) Quote part du capital détenu en %

(4) Valeur comptable des titres détenus

(5) Valeur comptable nette des titres détenus

(6) Prêts et avances consentis par l'entreprise non encore remboursés

(7) Prêts et avances consentis par l'entreprise non encore remboursés / valeur nette

(8) Montant des cautions et aval donnés par l'entreprise

(9) Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé

(10) Résultat du dernier exercice clos

(11) Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice

Résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

Durée de l'exercice (mois)					
Date de clôture	30/09/2023	30/09/2022	30/09/2021	30/09/2020	30/09/2019
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	6 386 000	6 386 000	6 386 000	15 500 000	2 000 000
Nombre d'actions :					
- ordinaires	319 300	319 300	319 300	775 000	100 000
- à dividende prioritaire					
Nombre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	158 112 018	132 337 203	155 815 846	159 851 016	166 627 107
Résultat avant impôts et charges calculées	9 489 006	10 237 609	4 389 094	-9 794 504	8 886 793
Impôt sur les bénéfices	1 429 582	1 252 723	351 282	-99 205	2 637 279
Participation des salariés due au titre de l'exercice	812 801	560 337	79 719	0	1 278 715
Dotations aux amortissements et provisions	-1 428 746	1 240 220	2 792 836	567 591	2 099 425
Résultat après impôts et charges calculées	8 675 369	7 184 328	1 165 257	-10 262 890	2 871 375
Résultat distribué au titre de l'exercice		7 000 000	1 000 000	0	2 300 000
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts mais avant charges calculées	23	26	12	-13	50
Résultat après impôts et charges calculées	27	23	4	-13	29
Dividende ordinaire net attribué à chaque action		22	3	0	23
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés	416	428	456	462	444
Montant de la masse salariale de l'exercice	22 711 039	22 506 965	22 681 696	21 665 916	22 457 911
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, retraites...) (EUR)	8 844 005	8 269 570	8 386 575	7 746 319	8 551 446